

Président Tebboune : Le salut de la patrie, notre objectif

ALGER- *Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche soir lors de son entrevue avec la presse, que l'objectif auquel il œuvrait était "le salut de la patrie", assurant que "les choses progressaient bien" en dépit des tentatives de certains "de semer la zizanie et d'affaiblir le pays".*

"L'objectif de l'Algérie Nouvelle est le salut de la patrie, qui est un devoir national et un droit pour tous les Algériens, et tout un chacun est le bienvenu pour contribuer à sortir de la situation que vit le pays et mettre fin à la mentalité de l'exclusion pour la simple raison d'un changement dans le poste de responsabilité", a déclaré le Président Tebboune soutenant que la voie est ouverte à toutes les compétences nationales.

Soulignant sa volonté de "rétablir la cohésion entre le peuple algérien", le président Tebboune a plaidé pour "une rupture définitive entre le passé et le présent en vue de construire un avenir qui soit le prolongement du présent".

A ce propos, il a assuré que "les choses progressaient bien" en dépit de "certaines personnes, qui en raison de leur manque de foi et de nationalisme, tentent de semer la zizanie et d'affaiblir le pays".

De tels agissements ne sauraient entamer notre volonté surtout face à l'optimisme affiché par les citoyens, notamment des quartiers populaires de tout le pays", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le chef de l'Etat a indiqué que le changement structurel du nouvel Etat passait par "une nouvelle Constitution qui tire les enseignements de toutes les précédentes pour être consensuelle et pérenne", mettant en avant l'impératif de parvenir à des lois garantissant la moralisation de la vie politique et économique" et à des décisions économiques institutionnelles transparentes et pérennes permettant aux citoyens de contrôler les deniers publics.

Réitérant l'existence d'une forte volonté politique pour le changement, le Président de la République a fait remarquer que celle-ci nécessitait pour sa réussite "le soutien des citoyens". Il a rappelé, dans ce sens, avoir été le candidat de la société civile et des jeunes en refusant de postuler sous l'étiquette d'un quelconque parti politique parce qu'il voulait être "le président de tous les Algériens".

Pour le chef de l'Etat, la société civile a un rôle axial dans la prise en charge des problèmes quotidiens du citoyen et le mouvement associatif "est le cœur battant" de la société, d'où la désignation d'un Conseiller spécial, a-t-il fait savoir.

Le Président Tebboune a expliqué que l'Etat qu'il œuvre à édifier, "partant de son appartenance Novembriste", était "un Etat fort qui consacre la justice et préserve les

droits des faibles. Un Etat social garantissant l'égalité des chances, combattant la pauvreté et veillant à la répartition équitable du revenu national".

Estimant que les disparités sociales sont +une bombe à retardement+ menaçant l'unité nationale, le Président Tebboune a mis l'accent sur l'impérative lutte contre toutes les formes de corruption portant atteinte au pays et au citoyen à la fois, à leur tête la corruption qui "affecte directement le citoyen, victime de chantage pour un droit", faisant état de plusieurs cas de corruption dont les auteurs ont été sanctionnés.

A ce propos, il a exhorté les citoyens à dénoncer tout dérapage et à défendre leurs droits dans le cadre de la loi. Evoquant l'importance de séparer l'argent du pouvoir, il a estimé que l'argent sale donne lieu à des "institutions faibles".

"La concurrence doit être sur la base des idées, de la crédibilité et de l'intégrité en laissant le choix au citoyen", dit M. Tebboune.

Pour le président de la République l'édification de la nouvelle Algérie, "par les bras" de tous ses enfants passe par la volonté politique, le nationalisme et sans exclusion aucune", soulignant les compétences de la nouvelle génération, fruit de 110 universités et Ecoles supérieures.

Il a plaidé, dans ce sens, pour que la voie soit ouverte aux 200.000 diplômés annuellement "de s'engager dans la vie politique et de constituer une nouvelle génération d'entrepreneurs afin de donner un nouveau souffle aux instances élues et à l'économie".

Une loi rigoureuse pour protéger les corps médical et paramédical et les fonctionnaires des hôpitaux

Evoquant la situation sanitaire du pays, le Président Tebboune a annoncé le durcissement des sanctions contre les auteurs d'agressions sur les staffs médicaux à travers "une loi rigoureuse" qui sera promulguée la semaine prochaine visant la protection des corps médical et paramédical ainsi que les fonctionnaires des hôpitaux.

"En tant que personne, que citoyen et président, ça me peine que des médecins et des infirmiers, qui n'ont pas vu leurs enfants depuis quatre mois, soient victimes d'agressions", a déclaré le Président de la République en qualifiant ces personnels de "véritables moudjahidine".

Le chef de l'Etat a assuré que "les médecins sont sous l'entière protection de l'Etat algérien et du peuple algérien".

A cet effet, il a mis en garde que toute agression contre le personnel médical, qu'elle soit physique ou verbale, exposera son ou ses auteurs à des peines sévères "oscillant entre 5 et 10 ans de prison ferme".

Par ailleurs, le chef de l'Etat a fustigé le retard accusé dans le versement de la prime exceptionnelle décidée par l'Etat au profit des professionnels de la santé en indemnité contre les dangers du Coronavirus (covid-19).

D'autre part, le Président de la République a réitéré que "l'Etat prendra en charge, à travers des indemnisations, les petits commerçants et artisans touchés par la pandémie Covid-19".

Evoquant l'Aid El Adha, le Président de la République a expliqué que "le sacrifice est une sunna, mais le risque sanitaire n'est pas à écarter (...) nous ne pouvons être permissif face à la mise en danger de la santé du citoyen", appelant l'ensemble des citoyens à faire preuve de patience, de sagesse et de vigilance pour sortir de cette situation.

En réponse à une question sur la personnalité qu'il a choisi pour discuter des questions de la mémoire avec la partie française, représentée sur décision du président français par l'historien Benjamin Stora, le chef de l'Etat a annoncé la désignation du Conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, précisant que cette décision a été signifiée à la partie française.

Le Président Tebboune a indiqué, dans ce sens, avoir évoqué avec le Président français la question de la mémoire "le plus normalement qu'il soit" et que "les choses sont claires et sans crispation aucune".

Des changements radicaux pour libérer l'économie nationale de +la mentalité rentière+

Au volet économique, le Président de la République a annoncé des changements radicaux à initier prochainement en vue de libérer l'économie nationale, de "la mentalité rentière" et lui permettre d'être créatrice de richesse et de favoriser la compétitivité et l'innovation. Une économie où la ressource humaine est le fondement du développement, a-t-il assuré.

Les efforts de l'Etat seront principalement focalisés sur la création d'un solide tissu de petites et moyennes entreprises (PME) sous-tendu par un réseau de startups innovantes et de micro-entreprises, a-t-il indiqué, ajoutant que ce tissu sera la locomotive de l'économie nationale à l'avenir.

Il a souligné, en outre, la détermination de l'Etat à réduire à 20% la dominance des hydrocarbures sur l'économie nationale d'ici fin 2021, estimant que "l'appui de secteurs tels que l'agriculture et les startups, parallèlement au contrôle de l'importation anarchique sont à même de contribuer à la diversification économique escomptée.

Le Président de la République a rappelé que la rencontre prévue les 16 et 17 août prochain consacrée au Plan de relance socioéconomique constituera la plateforme pour aller vers une économie basée sur l'innovation et la diversification.

A une question sur le dossier libyen, le président Tebboune a évoqué "une possible solution algéro-tunisienne" à la crise en Libye réaffirmant que le règlement du conflit "passe impérativement par la table du dialogue et que l'usage des armes n'a et ne sera jamais la solution".

Le Président Tebboune a réitéré concernant "les décisions individuelles" que l'Algérie "ne soutient ni les unes ni s'oppose aux autres" mais, a-t-il ajouté, "nous refusons d'être mis devant le fait accompli".

Il a assuré que "l'Algérie qui n'a aucune volonté de faire cavalier seul, ne peut imposer une quelconque initiative ou solution sans parrainage des Nations unies et du Conseil de sécurité".

Regrettant "les tentatives d'implication de certaines tribus libyennes dans le conflit armé ces dernières 24 heures", le président de la République a estimé que "c'est là une situation très dangereuse qui pourrait faire basculer la Libye dans le même sort que la Somalie".

APS, Lundi, 20 Juillet 2020